

Nous avons lieu de croire que le prix des animaux importés pourrait être comme suit.

Etalon espèce chevaline,	\$500
“ espèce bovine,	200
“ espèce ovine,	80
“ espèce porcine,	30

Ces prix sont calculés pour ce qu'il y a de mieux maintenant ; il serait possible d'avoir de bons étalons à 20 pr cent meilleur marché.

Nous avons lu avec plaisir une étude sérieuse faite par le Leader de Toronto sur les causes et les résultats de l'encombrement des professions libérales, au grand préjudice de l'industrie c'est-à-dire de l'Agriculture et du commerce. Il faudra bien que la lumière se fasse un jour, mais peut être sera-t-il trop tard. Le mal s'étend dans le Bas Canada dans des proportions beaucoup plus considérables que dans le Haut, où les jeunes fils des agriculteurs peuvent puiser dans les cours agricoles donnés dans les universités et les collèges des connaissances générales d'Agriculture. Mais ici, rien ! Les universités n'ont pas encore daigné recevoir dans leur sein l'agriculteur. Les paysans sont encore des paysans, n'en déplaise au 19^{ème} siècle qui, partout ailleurs, a élevé l'agriculture à la hauteur d'une science. Ah ! vous daignez favoriser la carrière agricole d'un de vos regards, d'un moment de sollicitude, pour vous demander pourquoi ce qu'il y a de jeunes gens intelligents la désertent pour embrasser les autres carrières malgré leur encombrement ? Mais la raison en est toute simple, vous ne voulez pas en faire autre chose qu'un métier, vous refusez au jeune agriculteur l'éducation spéciale qui peut seule lui permettre de rester agriculteur, tout en marchant l'égal de ses amis mieux avisés, qui ont embrassé les carrières libérales. Toute la cause du mal est là. Placez l'agriculture sur un pied d'égalité avec les autres professions et vous aurez des agriculteurs. Autrement toutes vos mesures de restriction n'avanceraient à rien, outre l'impraticabilité de pareilles mesures dans un pays de liberté comme le nôtre. Voici les remarques que fût à ce sujet le Journal de Québec.

Comment s'expliquer cette fièvre endémique qui, en Canada, se propage de plus en plus et fait abandonner, à une bien trop grande partie des jeunes gens, les travaux de la campagne, pour se lancer dans des carrières déjà encombrées, et où la médiocrité est toute certaine de ne pas réussir, et où le succès des plus favorisés, sous le rapport des aptitudes intellectuelles est toujours problématique ?

Le nombre des hommes de profession n'est nullement en rapport avec la population. Le

grand nombre de ceux qui ne sont que végétent est là pour constater le fait.

Où dégoût des travaux de la culture du sol se produit, chez le jeune homme, par degré, et dès le bas âge. Un enfant laisse-t-il l'école élémentaire de son arrondissement pour fréquenter l'école-modèle ou l'académie de sa paroisse, qu'il croit avoir obtenu un degré qui l'élève au-dessus des autres membres de sa famille. De fait, il y est privilégié, il n'est plus soumis aux mêmes services auxquels sont astreints les autres membres de sa famille.

Il passe pour un savant dans la maison, puis qu'il va à la grande école.

Après deux ou trois ans, il porte ses aspirations plus haut ; il demande le collège. Rarement les parents le lui refusent, s'ils en ont les moyens. C'est alors que commence à s'élever cette barrière insurmontable qui le sépare à jamais de l'état qu'ont suivi ses pères. Dès lors, il cesse de faire partie de la famille ; quand il y va, on le traite comme un étranger que l'on respecte infiniment et à qui l'on veut faire la plus belle réception.

Les connaissances qu'il a acquises l'élèvent de fait au-dessus des autres ; il se complait à les faire valoir. Il est alors acheminé vers une profession et rien ne pourrait le décider à embrasser les travaux de la culture ; il en a perdu le goût et l'habitude. Ce serait d'ailleurs rétrograder.

Les parents ne combattent que faiblement ses tendances ; ils espèrent que leur fils deviendra un médecin, un notaire, un avocat ou un employé dans les bureaux publics, qui n'aura pas à supporter les durs travaux des champs.

De là, cette perte considérable de bras faite au détriment de l'agriculture de dommages pour le pays, pour la société, pour eux-mêmes. C'est, le plus souvent, échanger, de propos délibéré, le certain pour l'incertain, c'est échanger la santé, les mœurs simples, qui sont les compagnes de la vie des champs, pour les vices et les dérèglements de nos villes.

Tant que nos hommes publics se borneront à se plaindre du mal sans indiquer le remède, l'agriculture restera toujours dans la même position humiliante. L'enseignement spécial agricole peut seul mettre fin à cet état de choses, et nous comptons sur le gouvernement seul pour doter le pays de cette branche de l'instruction publique.

Les échantillons destinés à l'exposition universelle de Londres doivent être expédiés sur Montréal sous le plus court délai possible ; nous regrettons de dire que malgré les efforts intelligents de la commission pour compléter les collections de ce département, un petit nombre d'échantillons sont arrivés. C'est très fâcheux, mais la responsabilité en tombe sur qui de droit. La mesquine allocation de \$6,000 pour organiser une exposition qui a coûté en 1855 à Paris au delà de \$60,000, explique plus que suffisamment le résultat des démarches qui ont été faites. Le Canada en aura